M 1669 - N° 920 - 12 F - mars 1993 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

«Ce n'est pas le gouvernement qu'il faut changer, c'est tout notre système économique. Ne voyez-vous pas qu'il ne fonctionne plus ? »

Jacques DUBOIN,

La Grande Relève, N° 110 du 16-2-1952.

M 1669 - 920 - 12,00 F

AU SOMMAIRE DE CE N° 920 :

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.
*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

* **ÉDITORIAL :**

page 3 *plus qu'un seul mot,* par M-L Duboin.

* **ACTUALITÉ :**

page 4 *il y a soixante ans…* J. Duboin.
page 4 *le chômage*

page 5 *merci, M. le Président,* par J-P Mon.

page 6 *lu,vu,entendu,*

page 7 *1993, année cruciale?* par A.Prime.

* **RÉFLEXIONS :**

page 9 *éco-logique,* par A. Chantraine.
page 11 *le partage du travail,* par R. Marlin.
page 13 *travail partagé ?* par H. Muller.

* **LECTURES :**

page 9 *unir, et non pas unifier,* par B. Lanza.

* **BLOC-NOTES** page 10

* **COURRIER DES LECTEURS** page 14

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET
*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement, **(16) 1 30 71 58 04**
Minitel : **36 14 code CHEZ * REIN.**

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

_____

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F,franco) aux lecteurs intéressés.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

Plus qu'un seul mot…

par Marie-Louise DUBOIN

«*Il faut partager le travail et les revenus*» entend-on dire (enfin !) ici et là. Les choses ont donc bien évolué : il n'aura fallu que quelques décennies (voir à ce propos ci-dessous quelques textes que nous avons retrouvés dans la collection de *La Grande Relève*) pour «qu'ils y viennent»! Mais pas complètement. Car le complément du partage du travail ne doit pas être le partage des revenus mais celui de la production. Il suffit de (mais il faut) substituer le mot **production** à celui de **revenus** pour résumer les principes essentiels de ce qu'impose la situation actuelle : l'économie distributive. Partager le travail est devenu une nécessité depuis que l'emploi à plein temps de tous n'est plus nécessaire à la production. Et c'est devenu une évidence devant l'étendue du chômage et de ses conséquences. Mais dire que, pour que la production soit de même partagée entre tous ceux qui en ont besoin, il faut partager les revenus du travail, c'est admettre, ou laisser entendre, que l'intermédiaire du profit capitaliste reste une nécessité incontournable. Or ce n'est plus vrai. L'essentiel est, évidemment, de produire. C'est une chose qu'on sait faire, *à volonté*, on n'a que l'embarras du choix. Ensuite, ce qui importe, c'est de distribuer cette production afin que chacun ait sa juste part. Que vient faire le profit capitaliste dans cette histoire ? Comment le justifier dans ces conditions ? Il n'est plus indispensable et le pire est que les abus qu'il engendre aujourd'hui, grâce aux moyens modernes, s'avèrent catastrophiques. Alors ? Le maintenir, quelles qu'en soient les conséquences, pour conserver un aiguillon qui pousse les gens à travailler ? Pour les motiver ? On peut très bien, par le *contrat civique* individuel, reconnaitre à chacun son rôle et son utilité sans que celle-ci soit mesurée en termes de profits financiers. Le remède est donc une monnaie gagée sur la production, devenant ainsi proportionnelle à ce qu'il y a à distribuer, une monnaie de consommation qui s'annule automatiquement lorsque la production a atteint son consommateur. Tout le reste est du passé. Construisons l'avenir intelligemment, avec l'humanité pour objectif.

Voter?

Alors, dans ces conditions, comment voter ? La crise économique dépasse largement et le pouvoir de tous les gouvernements, et l'entendement de la plupart des professionnels de la politique que sont devenus, malheureusement, tous les candidats aujourd'hui. Alors la tentation est grande de dire *«Tous des incapables ! Tous des pourris ! »*. Mais c'est faire le jeu de la réaction, donc retarder encore la prise de conscience du changement de civilisation auquel nous avons à nous adapter. Un lecteur de la Somme nous écrit :*«Pensez-vous qu'il soit possible d'obtenir la valorisation du vote blanc, moyen de les censurer tous de quelque parti qu'ils se réclament ?»* Hélas, le vote blanc n'empêchera pas d'être élu celui qui aura été le plus démagogue, qui aura trouvé (!) le plus d'argent à gâcher pour sa propagande, qui aura fait le plus peur ou le plus de promesses intenables.

S'abstenir ? Tout au long de ces dernières décennies, les Présidents des Etats-Unis les plus réactionnaires (se disant "pour la liberté", responsables de la dégradation sociale qu'on y constate, ont été élus grâce à un taux record d'abstensions.

Alors, un bulletin nul sur lequel on imprimerait quelques remarques bien envoyées ? Qui les lira ? Même pas deux ou trois scrutateurs en les sortant de l'enveloppe pour les empiler… Aucun effet.

Non, il faut utiliser notre droit de vote en pensant que c'est un acquis dont ne jouissent pas la plupart des habitants de notre planète. La raison consiste à voter pour ceux qui, même s'ils y ont mis le temps, commencent à évoluer dans le bon sens, après s'être aperçus qu'on n'impose pas le changement même par des lois sociales, contre l'inertie des mentalités, pilotées par des médias tout-puissants.

C'est la mentalité de nos semblables qui doit évoluer. Alors, redoublons nos efforts, puisque l'opinion semble commencer à comprendre (1). Courage !

———

(1) Nous n'avons évidemment pas, au moment de mettre notre mensuel sous presse, de réponses à nos *questions aux candidats* proposées dans notre dernier numéro. Il semble que beaucoup de lecteurs "se sont pris par la main" et ont contacté leurs candidats…dès que les noms en ont été publiés. Rappelons que nous tenons à leur disposition des documents qui pourront les aider à poursuivre le dialogue. Nous feront plus tard le bilan des réponses reçues, elles ne manqueront pas d'intérêt.

«Le bien-être matériel est la condition de l'affranchissement de l'esprit»

Depuis la fin de la guerre, les gouvernements se succèdent, apportant chacun un plan de redressement économique et financier. Bien qu'ils aient réclamé et obtenu de nouveaux sacrifices, leurs plan échouent et la situation s'aggrave…

Que cela plaise ou non, nous sommes tous impliqués dans une révolution qu'il n'est au pouvoir de personne d'enrayer. Réalisée dans les choses, il faut qu'elle se fasse dans les esprits.…Malgré toute la bonne volonté des gouvernements soucieux d'écarter un conflit, les efforts resteront vains tant qu'ils n'auront pas extirpé le mal qui ronge la société moderne : l'inadaptation de la distribution des richesses aux conditions actuelles de leur production.

J. Duboin, La Grande Relève, 20 juillet 1949.

il y a soixante ans...

Dans la Grande Relève du 5 avril 1952, Jacques Duboin intitulait son éditorial " Il y a vingt ans..."

« En 1932, ce qu'on s'entête encore à appeler la crise battait déjà son plein : mévente, faillites, chômage, misère grandissante. Le Bureau International du Travail chiffrait à trente millions le nombre de chômeurs secourus dans le monde. Aux Etats-Unis, ils organisaient une marche de la faim sur New-York, puis sur Washington, en Angleterre sur Bristol, puis sur Londres. En Allemagne, ils se rangeaient derrière la bannière d'Hitler. La baisse du pouvoir d'achat provoquait la fermeture des frontières. Chaque nation s'enfermait dans l'autarcie la plus rigoureuse et limitait la somme que pouvaient emporter les touristes s'ils franchissaient le cordon douanier protecteur.…»

Le D.A.T (Droit Au Travail) crie de toutes ses forces : «Aujourd'hui, dans les pays techniquement évolués, la production croît tandis que l'emploi décroît. Dorénavant, les hommes ne peuvent jamais plus acheter tout ce qu'ils produisent. Ce phénomène bouleverse notre vieille économie de fond en comble : l'équilibre du budget est aussi impossible à réaliser que l'équilibre des salaires et des prix. Il faut procéder à des réformes de structure qui permettront d'instaurer l'économie distributive de l'abondance !»

Vingt ans plus tard, malgré une seconde guerre mondiale, la crise continue.

Aucune de nos quatre centrales ouvrières n'a encore pris conscience du plus grand événement de tous les temps. Pas un économiste, qu'il soit libéral ou marxiste, ne daigne encore en tenir compte. Ne reculant devant aucune contradiction, ils réclament, à la fois, l'augmentation de la productivité et le plein emploi des travailleurs. Ils n'ignorent pourtant pas que le travail humain n'est qu'un élément de la productivité, et un élément dont l'importance diminue continuellement.

Peut-on trouver quelque chose de plus absurde que leurs exhortations à produire davantage quand les gens n'ont déjà pas les moyens d'acheter ?

Qu'importe ! on ressasse tous les vieux clichés, les lieux communs les plus éculés,…

Et quand les Français sont obligés de faire face avec des ressources toujours plus médiocres à des frais toujours plus exorbitants, on leur reproche froidement de vivre au dessus de leurs moyens ! Ce serait drôle si ce n'était bête à pleurer ! »

J.D.

la hantise du chômage

Six ans plus tard, il s'attaque au drame du chômage.
Ces deux extraits n'ont, hèlas, rien perdu de leur actualité.

Le chômage technologique pose un problème dont la solution n'est pas difficile à trouver, car elle saute aux yeux de qui veut bien se débarasser un moment de certains préjugés vieux comme le monde. Voulez-vous que nous raisonnions un instant ?

— Pourquoi licencie-t-on un travailleur ?

— *Parce que son travail est devenu inutile.*

— Pourqoui est-il devenu inutile ?

— *Parce que les marchandises qu'il pourrait produire existent déjà ; malheureusement, on ne parvient plus à les vendre avec bénéfice.*

C'est évident, car personne n'a jamais licencié un travailleur dont on pouvait tirer profit ; au contraire, on en embauche un nouveau si l'on espère que son travail peut rapporter de l'argent. Posons une troisième question :

— Puisque les marchandises existent, pourquoi ne pas en fournir au travailleur licencié en lui donnant l'argent qui lui permettra de les acheter ?

Ici on ricane. Cela passe l'intelligence de la plupart de nos contemporains. Si on les pousse à bout, ils se retranchent derrière un préjugé datant du Déluge : Tu gagneras ton pain, etc…

Hélas ! notre Français moyen ignore encore qu'il vit au vingtième siècle; il ne s'est pas aperçu que, grâce au travail acharné de toutes les générations qui l'ont précédé, les magasins, les boutiques et les arrière-boutiques regorgent de marchandises si abondantes qu'elles débordent sur les trottoirs ; le Français moyen ne sait pas non plus qu'on pourrait en fabriquer bien davantage… si on pouvait les vendre avec bénéfice ; il oublie que les nations se livrent à une concurrence effrénée pour écouler hors de chez elles leurs produits excédentaires; il ne se rappelle pas que cette concurrence a conduit souvent à des conflits armés. D'autre part, comme il ne conçoit pas d'organisation sociale autre que celle où l'ouvrier ne peut vivre sans salaire et le patron sans bénéfice, il arrive que le jour où la science fournit trop de richesses, qu'on appelle "surproduction", le travailleur, devenu chômeur, tombe dans la plus noire misère, pendant que son patron court déposer son bilan au tribunal de commerce le plus proche. Après quoi, chômeur et patron ruiné se lamentent en soupirant : c'est la crise !

J'espère que personne ne conteste que les marchandises existent bel et bien ? Existe-t-il un article de consommation courante qu'on ne puisse se procurer avec de l'argent ?

(J.Duboin, G.R. du 8 mars 1958).

merci, M. le Président !

par J-P. Mon

Merci, Monsieur le Président, des propos enfin réalistes que vous avez tenus à FR3 sur le chômage : «*Le chômage ce n'est pas un mal français. Pas davantage ce n'est un mal socialiste…Mais j'assume ce qui se passe et je m'efforce de pouvoir résister aux* ***effets d'une formidable révolution scientifique et technique,*** *qui a changé complètement les métiers de millions de travailleurs, qui a mis un terme à des industries lourdes qui avaient fait la fortune de l'économie au dix-neuvième et au vingtième siècle…*»
Venant du premier personnage de l'Etat, de telles paroles ne pouvaient que réchauffer nos ardeurs et nous confirmer dans les convictions que nous défendons depuis de longues années, sans beaucoup d'échos, semblait-il, jusque là. Il est vrai que nous ne disposons pas des millions nécessaires pour diffuser largement nos thèses sur les antennes ou dans la grande presse…

Aussi, bien que ne partageant pas entièrement votre analyse sur l'origine de la crise des sociétés industrielles que vous attribuez notamment à l'augmentation du prix du pétrole en 1973, mais que nous, nous faisons remonter au début des années trente, vous savons nous gré d'avoir clairement convenu à propos des effets de l'automatisation sur l'emploi que :«*Ni vous ni moi n'y pouvons rien dès lors qu'en automatisant, avec la troisième révolution industrielle depuis le début du dix-neuvième siècle* ***on peut fabriquer plus vite et pour moins cher des produits****. Vous pourrez dire tout ce que vous voudrez, et moi aussi, aux chefs d'entreprise, ils iront toujours là où il y a la meilleure productivité, le meilleur rendement, le meilleur profit. Dans une société qui se dit libre de ses choix, l'entreprise choisit également ce qui lui convient, et* ***on ne peut pas se battre à reculons contre les progrès scientifiques et techniques****, il faut tenter de les assimiler*». Vous avez d'ailleurs insisté sur ce point lors de votre seconde intervention télévisée :«*J'aurais aimé pouvoir dire que puisque l****a première cause du chômage, c'est l'évolution extraordinairement rapide des sciences et des techniques,*** *il faut, plutôt que de se mettre en arrière de l'évolution se mettre en avant.. Donc, il faut pousser la recherche française et aussi la formation…*»
Vos propos nous éloignent, fort heureusement, de ceux que tenaient au début des années trente le maire de la Rochelle lorsqu'il proscrivait l'usage des machines et décrètait que les grands travaux de sa ville ne seraient faits qu'avec des pelles, des pioches et des brouettes !
Plus de soixante ans après, c'est pourtant presque ce que nous proposent les "grands" ténors de l'opposition lorsqu'ils prônent l'allongement de la durée du travail… pour diminuer le chômage. Ce sont eux encore qui demandent, à la fois, l'accroissement de la productivité et le plein emploi. Comme s'ils ignoraient que le travail humain n'est qu'un élément de la productivité, mais un élément dont l'importance diminue continuellement.

Mais, heureusement,vous, Monsieur le Président, vous avez compris que l'humanité est en train de changer de civilisation et que si, pendant les soixante siècles qui nous ont précédés, les hommes ont lutté contre la misère parce que les richesses étaient rares, aujourd'hui, grâce aux progrès des sciences et des techniques, les richesses débordent de partout. Le problème que vous avez à résoudre est avant tout un problème d'organisation :d'un côté des monceaux de richesses et des moyens d'en créer davantage encore ;de l'autre, des êtres humains qui, jusqu'à ce jour, sont condamnés à se restreindre, à se priver comme si on voulait les punir de leur intelligence créatrice.

Quel dommage, Monsieur le Président, que vos conseillers ne vous aient pas fait connaitre, dès 1981, les analyses que nous leur avions fait tenir! Oh, bien sûr, le nombre de sans-emploi ne serait pas plus faible aujourd'hui, mais vous auriez pû prendre les mesures qui s'imposaient pour changer la nature du chômage, au lieu de bercer nos concitoyens dans l'illusion du retour à un plein emploi impossible. Dire que le progrès technique créait sans cesse du chômage passait alors pour un propos hérétique même parmi le "peuple de gauche" et ce n'était certes pas un langage facile à tenir. Pourtant, dans la foulée de l'état de grâce, cela aurait pû passer plus facilement qu'aujourd'hui !

Mais mieux vaut tard que jamais ! Alors, oui aux 35 heures, et peut-être bientôt oui aux trente heures par semaine, mais à condition que le pouvoir d'achat de chacun soit maintenu (et pourquoi pas par l'Etat ?), car il est bien évident aussi qu'il faut solvabiliser les gens si l'on veut qu'ils acquièrent les biens produits et les services effectués… souvent sans leur participation.

Bien entendu, pour des raisons évidentes de compétitivité, une telle décision ne peut être que communautaire. Connaissant votre attachement à la construction de l'Europe sociale, et compte tenu de l'accroissement inéluctable du chômage dans l'ensemble de la Communauté Européenne, nous vous demandons instamment, Monsieur le Président, de couronner votre second septennat en faisant adopter par la Communauté Européenne l'instauration d'un revenu social pour tous ceux qui vivent sur son territoire. C'est le seul moyen d'empêcher un nombre toujours plus grand d'individus de sombrer dans la misère… au milieu d'une abondance de biens et des services, qui ne trouvent plus preneurs.

la politique de l'amour...

C'est sous ce titre que le "Parti Radical Transnational" (libertaire) présente sa motion générale, dans laquelle on relève :

«Le parti propose une société non matérialiste de partage du travail et du temps libre, de partage des revenus, des ressources et des richesses matérielles et spirituelles. Le parti propose une économie de marché régulée par la distribution (1), le partage et l'écologie. Humanisme et écologie sont les lieux centraux de recomposition de la classe politique internationale, de rééquilibrage et rapprochement Nord-Sud, de fédéralisme Est-Ouest, de transnationalisme.
Dans le cadre de la révolution technologique et robotique, le parti libertaire propose une économie distributive permettant la réduction du travail salarié. Pour accéder aux biens, imaginons d'autres moyens à côté du salaire, créons un droit à la vie qui soit un droit au pouvoir d'achat. Celui-ci ne peut plus être fonction du seul travail dans la mesure où ce sont les machines qui produisent de plus en plus et les humains de moins en moins.
Dans une économie distributive, le revenu social assure à chacun un seuil minimum d'indépendance économique auquel vient s'ajouter le revenu du travail. L'individu est considéré avant tout pour sa capacité créative et non comme une simple force de travail».

(transmis par J.P. Roche, Bordeaux)

Ce n'est pas vraiment, malgré le mot, l'économie distributive, mais c'en est une approche.

———

(1) NDLR. Nous n'avons pas bien compris ce passage.

* * *

trois millions de chômeurs

Voici un extrait d'un *point de vue* rédigé sous ce titre par le romancier Daniel Pennac pour Télérama. Cela remontera le moral des militants qui parfois se découragent devant le peu d'ouverture d'esprit de nos citoyens conditionnés :
« Je n'y connais rien en économie, mais il me semble que ces trois millions de chômeurs ne sont pas le produit d'une "crise". Ici la notion de crise me parait utilisée pour rassurer. Répéter "la crise, la crise", c'est produire un discours alarmiste en apparence, mais sécurisant au fond. Qui dit "crise" laisse aussi entendre "fin du tunnel" à plus ou moins brève échéance. Or, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une crise. Je crois que le chômage est dû à l'évolution même de notre système de production. Naguère, plus il fallait produire, plus il fallait de producteurs. Aujourd'hui, plus on produit, moins on a besoin des gens. Encore une victoire de l'économique sur l'humain. Le chômage est en proportion directe de ce progrès dont les dividendes ne retombent pas sur les chômeurs. Et notre société n'a pas su anticiper cette catastrophe paradoxale. Que va-t-on faire de tous ceux qu'on sacrifie à l'automatisation ? Qui seront-ils ? Qu'est-ce qu'un paysan sans terre ou un ouvrier typographe sans texte ? Casse-tête vertigineux.
Mais encore une fois, je n'y connais rien et je ne demande qu'à être démenti. Par des faits, si possible».

(envoi de S.B., Vaulx-en-Velin)

* * *

licenciements

En dehors des chômeurs induits par la délocalisation, ceux victimes de la compétitivité augmentent chaque jour :
. Chausson à Creil : 1.285 suppressions prévues et, comble d'injustice, des poursuites sont engagées pour faute lourde contre certains grévistes.
. Aérospatiale Missiles : 600 licenciements prévus sur 5.300 personnes.
. Angleterre : elle aussi atteint les trois millions de chômeurs. Plus 60.800 demandeurs d'emplois en décembre. 32ème hausse mensuelle consécutive !
. IBM : 20.000 suppressions d'emplois prévues en 1993.

* * *

déficit américain

Pauvre Bill. Que va-t-il pouvoir faire avec le désastreux héritage Reagan-Bush ? Déjà, il a dû revenir sur certaines promesses électorales (exemple : réduction des impôts des classes moyennes). Décembre : déficit budgétaire record de 39 milliards de dollars. Pour l'exercice 1993 qui s'achèvera le 30 septembre prochain, le déficit prévu est de 310 milliards de dollars, soit 1.674 milliards de francs.
Si déjà les dépenses dépassaient à ce point les recettes du temps de Bush, on peut se demander avec quoi Clinton va pouvoir financer ses programmes de santé, d'infrastructures, etc.

* * *

courrier des lecteurs *du Monde*

Depuis quelque temps, chaque samedi, la page 2 du *Monde* est consacrée au Courrier des lecteurs. Que nos lecteurs écrivent : nous verrons si tout article citant l'économie distributive est systématiquement écarté. Dans *le Monde* du 16 janvier, sous le titre *"Chômage, que les machines cotisent"* un lecteur, Raymond Samuel, les Ullis (Essonne), que nous n'avons pu trouver sur le Minitel pour le contacter, décrit avec humour la société, l'économie telle que nous la voyons nous-mêmes. Amis lecteurs, à vos plumes. Et si quelqu'un connait R. Samuel, qu'il le contacte. A.P.

1993 : année cruciale ?

par André Prime

«*Il faut analyser la crise comme une période de transition qui peut durer un quart de siècle*» écrivait Jean Boissonnat, il y a quelques années. Si nous prenons, pour simplifier, 1975 comme début de la crise, cela nous mène à l'an 2000. Dans sept ans.
A la fin de la décennie 1980, il y eut une embellie de deux ou trois années. Les thuriféraires du libéralisme parlèrent de *"sortie de crise".* Certains purent penser à de nouvelles *"trente glorieuses".* Las, la joie fut de courte durée : ce furent au mieux trois mini-glorieuses. Dès 1990, l'Amérique connaissait la stagnation et les dividendes espérés de la guerre du Golfe furent peu marquants sur l'économie américaine, et nuls sur les économies des autres pays riches, qui se portaient un peu mieux que les Etats-Unis, avec une croissance annuelle de 1 à 2,5 % l'an.

L'effondrement du communisme

Mais par contre, sur le plan politique, un événement considérable s'était produit : le communisme s'était effondré comme château de cartes à l'Est. Bush, digne successeur de Reagan, put se flatter d'avoir, sous son règne, assisté à l'écroulement de l*"Empire du grand Satan".* On en oublia presque la crise du libéralisme et ses conséquences. Les *"meilleures plumes"* (?) émirent des jugements péremptoires, sans appel. En voici brièvement quelques-uns pour fixer les idées :
. Alain Cotta, Professeur d'économie : *«Le triomphe du capitalisme est si total qu'il en est presque indécent…»*
. Michel Albert, président des AGF, dans son livre *"Capitalisme contre capitalisme"* :*«Aujourd'hui et pour la première fois dans l'Histoire, le capitalisme a vraiment gagné. Sur toute la ligne. C'est une question réglée. Peut-être la plus grande question du siècle»*.
. Guy Sorman, énarque, apôtre du libéralisme :*«Le capitalisme, ou mieux l'économie de marché, a gagné la bataille historique contre le socialisme»*.
. J.F. Kahn, directeur de EDJ, le 29 août 91:*«Au delà du communisme… c'est le socialisme en tant que système alternatif mondial qui est en voie d'éradication, impitoyablement balayé».*
Ce ne sont là que quelques citations ; nous pourrions les multiplier, y compris celles d'hommes de gauche responsables, comme J-D. Bredin, avocat, académicien, radical de gauche. En résumé :
1. Non seulement le communisme est vaincu, mais, dans la foulée, le socialisme, en tant que système alternatif au capitalisme, est en voie d'éradication. Communisme ou socialisme, point n'était besoin d'être grand clerc en politique, pour savoir que le capitalisme les mettait dans le même sac, **en tant qu'ennemis de l'ordre établi**.
2. Fini le monde bipolaire dominé par les deux superpuissances (c'est ainsi qu'on les appelait) : l'URSS et les Etats-Unis. Fini *"l'équilibre de la terreur"*. Un seul pôle dominant, qui s'autodésigne immédiatement gendarme du monde, la guerre du Golfe étant en somme la *"leçon inaugurale du nouvel ordre mondial"*. On allait bientôt voir, le seul ennemi véritable s'étant effondré, les dividendes de la paix pleuvoir sur le monde occidental. On attendra longtemps (1).

Le capitalisme face à lui-même

Le communisme est mort, vive le capitalisme ! Pas si vite. Pas si simple. A peine les lampions de la fête saluant la fin de "*l'Empire de Satan"* sont-ils éteints, que le capitalisme se retrouve face à lui-même, sans excuse ; en réalité face à l'ennemi qu'il a lui-même secrété, un ennemi sans doute plus durable, plus incontournable que le communisme soviétique : **un chômage d'une ampleur sans précédent**, sans cesse alimenté par des licenciements massifs (538.000 en France en 1992), alors même que la production croît légèrement.
Jusqu'ici, on avait fini par persuader une certaine opinion qu'une croissance de 3 à 4 % permettrait de lutter contre le chômage, ou que le chômage était le prix à payer pour le progrès du plus grand nombre, que charité et solidarité étaient là pour adoucir la condition des laissés pour compte.
Mais brusquement, depuis quelques mois, quelques semaines même, *«il est des seuils psychologiques qui déclenchent des retournements d'opinion. Pour le chômage, il aura fallu frôler la barre des trois millions pour que les classes dirigeantes françaises, technocrates, cadres, patrons et hommes politiques réunis, prennent pleinement conscience de la gravité du problème»*(2).
En France, ce problème semble - démagogie électorale, ne nous y trompons pas - tout à coup la principale préoccupation de la droite comme de la gauche. Chirac s'en prend aux patrons qui n'ont *«qu'un critère de réussite : supprimer des emplois»*. A quoi le CNPF réagit vivement en déclarant ces critiques *«injustifiées et formulées en termes désobligeants et décourageants»*. Décourageants ? On pourrait croire que ce sont plutôt les licenciés qui ont des raisons d'être découragés.
Bérégovoy déclare :*«Il faut donner un message d'espoir à ceux qui, chez nous, n'ont pas de travail. Il n'y a pas de remède économique propre à notre pays mais la France se doit d'être à l'avant-garde du partage du travail et de la création des emplois d'utilité sociale»*.
Le 17 janvier, à l'Heure de Vérité, content de soi (Edith Cresson l'appelait *"l'enflure")* après avoir opposé à A. Duhamel des réponses dilatoires (*«nous faisons mieux que nos voisins ; est-ce un mal socialiste ? Il a fallu assainir l'économie»*) il concède *:«Sur le chômage, il y a eu erreur de diagnostic général* (s'il avait lu la Grande

Relève !), *erreur collective… Nous avons sans doute manqué d'imagination* (dommage qu'elle apparaisse brusquement à deux mois des législatives). Et d'ajouter :*«La machine dévore l'emploi… Il faut un partage du travail au niveau européen. Les entreprises ne pensent qu'à réduire l'emploi…»*.
Et de s'attendrir, face ronde épanouie, sur un petit boulot qui est son dada : les pompistes (depuis Elf l'a entendu !) *«Ils nous lavaient nos carreaux, on leur donnait la pièce»*. Ridicule !
Décidément, les dirigeants reviennent toujours aux "*travaux de proximité"* (petits boulots), que ce soient les patrons avec M. Aubry, qui ont exploré au cours d'un colloque ces *"gisements"* que sont "*les nouveaux emplois de service"* , ou les hommes politiques. Ils sont décidément incorrigibles, refusent de prendre à bras le corps les causes structurelles du chômage. On comprend que Bérégovoy propose un objectif bien modeste : ramener le chômage de 10,5 à 8 % d'ici 1998.
Les électeurs de gauche apprécieront que M. Bérégovoy ait pu déclarer sans rire à l'Heure de Vérité :*«Je suis un homme de gauche. Je n'ai pas à en rougir».* Sans rire et… sans rougir.

Il se trouve qu'il y a plus intéressant que nos hommes politiques, démagogues ou incompétents.
Dans *le Monde* du 19 janvier, a paru un très intéressant article de Véronique Maurus :*«Chômage : les patrons prennent peur… Les dirigeants français deviennent conscients qu'avec trois millions de chômeurs, c'est la prospérité de tous qui est menacée, y compris celle des entreprises»*.
En juillet 1992, quatorze grands patrons, parmi les plus progressistes, ont fait paraître dans le Nouvel Observateur un manifeste pour l'emploi :*«La situation actuelle est insupportable. Elle est dangereuse : une société aussi divisée entraîne des troubles sociaux graves et décourage les Français. En outre**, le chômage entraîne des coûts qui deviennent de plus en plus difficiles à financer et affaiblissent notre compétitivité**»*.
Ne nous laissons pas abuser : la compétitivité développe le chômage, mais lorsque celui-ci atteint l'ampleur qu'il a aujourd'hui, son coût finit pas grever la compétitivité. Logique retour des choses et prise de conscience tardive du danger.
Il n'empêche que ce nouvel état d'esprit chez certains patrons est significatif. Depuis quelques mois, d'autres manifestes, colloques, rapports se sont fait jour. Ainsi, à l'automne 92, trente patrons diffusaient un *"manifeste des entreprises contre l'exclusion"*.
C'est que le coût du chômage est devenu fabuleux : tous s'accordent sur le chiffrre de 400 milliards par an (soit plus du quart du budget 93), qui se répartissent ainsi : 200 milliards en coût direct, 200 autres en coût indirect. On pourrait distribuer 133.000 francs par an à chaque chômeur (3).
Il faut faire connaître ces chiffres, cette situation burlesque en apparence, dramatique sur le fond.
Autres chiffres sur lesquels il faut insister : (même la droite les utilise pour sa campagne électorale) si le chiffre de trois millions frappe les esprits, il faut y ajouter comme quasi-exclus les RMIstes, les CES, sans oublier leurs familles. C'est donc **cinq à six millions de Français qui sont en situation de chômage ou de précarité** ; 10 % de la population exclue du festin de l'abondance. La prise de conscience constatée actuellement vient aussi du fait que depuis deux ans surtout les cadres sont à leur tour violemment touchés : plus 26 % de cadres chômeurs en 1991, plus 24 % en 1992. Des HEC, des polytechniciens de 40-45 ans n'y échappent pas (4).

Le capitalisme s'est cru un moment seul maître du monde et pour toujours après l'effondrement du communisme à l'Est. Il se retrouve avec un ennemi plus redoutable, plus durable, qui le ronge comme un cancer. Une partie des *"élites"* prend enfin conscience du fait qu'avec 1 ou 2 % de croissance, le chômage continuera à croître inexorablement : *"l'investissement productif"* permet en France de *"dégraisser"* 550.000 personnes en un an. Même avec 4 ou 5 % de croissance, le chômage ne reculerait pas. Il serait au mieux stabilisé, et encore, ce n'est pas sûr, tant la technique progresse, aussi bien dans le primaire, que dans le secondaire ou le tertiaire. Et rappelons-le avec force : derrière le tertiaire, il n'y pas de quaternaire. C'est le vide.
Il aura fallu vingt ans pour que faire admettre l'inanité du dogme :*«L'investissement productif crée des emplois»*.
Les faibles perspectives de croissance pour 1993 dans les pays riches (0 à 1 %), font que la situation ne peut que s'aggraver. Ce n'est ni la droite en France, ni Clinton aux Etats-Unis qui changeront fondamentalement le problème.
Par contre, cette sombre situation crée enfin les conditions objectives pour inventer de nouvelles luttes et obliger dirigeants politiques et patrons à repenser notre modèle de société qui ne survit qu'en sécrétant une exclusion et une pauvreté de plus en plus grandes.
A chacun son mur de la honte. Le chômage est devenu le mur de la honte du capitalisme. Il faut que toutes les forces de progrès discutent, expliquent, informent, s'organisent pour mener des actions communes au niveau français, européen et, pourquoi pas, mondial chaque fois que ce sera possible.
Il reste sept ans pour atteindre l'an 2000 et renverser les tendances actuelles de la sortie de crise. 1993 : c'est le moment ou jamais d'imposer une politique volontariste de changement car, de toute façon, *«l'espérance est un risque à courir»*, écrivait Bernanos.

————

(1) *«En dépit de la réduction de ses forces, l'état-major de l'armée de terre ne prévoit pas de "dividendes de la paix" au cours de la décennie»* (Le Monde 25/1/93). On s'en doutait : mais comme cela, c'est clair et net.
(2) Le Monde 19/1/93.
(3) Voir tableau page 6, GR de juin 92.
(4) L'Apec (association pour l'emploi des cadres) croule sous les candidatures (1,4 million en 1992, pour seulement 7.000 placements réussis) (Le Monde 30/1/93).

Unir et non pas unifier

Dans l'introduction de son livre intitulé *"Fédéralisme et Europe"* (1) Myriam Geay écrit :*«Le problème du XXe siècle est qu'il se révèle incapable de générer de nouvelles méthodes de pensée face à cette société de plus en plus médiatique ; il est d'autant plus urgent de sortir de cette impasse que la construction européenne risque de créer un espace uniforme où vont vivre 340 millions d'habitants et de multiplier les problèmes économiques et sociaux. Cette élaboration n'est le fait que des gouvernants et les contre-pouvoirs sont quasiment inertes»*.
Face à ce fiasco indéniable des idéologies, face à l'envahissement de la bureaucratie et de la technocratie, que proposent les fédéralistes, et d'abord ceux qui se disent *"intégraux"*, se situant dans la ligne de Proudhon ? Pour la plupart, ils ont été proches du mouvement personnaliste, et Alexandre Marc rappelait à ce propos que *«le personnalisme et le fédéralisme ne sont pas deux entités qu'il faille ajuster l'une à l'autre, mais plutôt deux faces d'une même réalité vivante ou, mieux encore, deux coupes à travers une réalité»*. Ainsi, le fédéralisme, conception de la personne et de la vie en société, ne serait pas une *"philosophie",* mais **plutôt** une méthodologie, car, explique Guy Héraud, *«il ne s'agit pas, en effet, de **découvrir** une vérité déjà donnée, à l'instar des philosophes idéalistes en quête d'une essence, mais de dégager une attitude devant la vie et les hommes, et de mettre au point les lignes directrices d'un comportement»*.
M. Geay insiste sur le fait que le fédéralisme veut "*unir et non pas unifier"* (2). Cela implique, bien sûr, que l'avenir commun de tous les peuples européens ne pourra être harmonieux et durable qu'à une condition : la prise en compte de toutes les diversités qui forment l'Europe. Toutes les cultures, les traditions, devront être scrupuleusement respectées, tout centralisme devra être banni, comme tout nivellement, que ce soit par le haut ou par la base.
Le chapitre sur la théorie du fédéralisme intégral se penche sur le système économique, proposé notamment par Mireille Marc-Lipiansky. «*La planification est à la base du système économique fédéraliste,* écrit Myriam Geay, *mais elle n'est ni totalement impérative, ni purement indicative. Conformément à l'esprit fédéraliste, elle concilie le maximum de transparence et de liberté»*. Toute l'organisation du système fédéraliste est liée au respect de chaque individu, lequel est appelé à participer à la vie économique de la société.
Le fédéralisme intégral s'oppose au système capitaliste et à toute étatisation de la propriété. L'autonomie, la coopération, la participation, la subsidiarité, sont au contraire encouragées, en tant que principes directeurs du fédéralisme. Le droit à la vie est garanti, grâce à l'instauration d'un minimum social et du crédit social individualisé. M. Geay espère qu'il pourra être *«mis fin au fonctionnement totalitariste de la CEE ainsi qu'à sa politique de croissance effrénée et gaspilleuse»*. Elle a bien conscience que, sans la mise en œuvre d'une politique sociale de grande ampleur, une Europe des citoyens serait dépourvue de sens et de réalité. Système cohérent, le fédéralisme n'a rien d'une utopie, mais veut être *«un mode de société qui redonne sa véritable place à l'homme»*.

Bernard Lanza

———

(1) Editions *"Impressions libertaires de Limoges"*
(2) Denis de Rougemont, in *"Textes sur le fédéralisme"*.

Eco-logique

Vouloir rejeter les nuisances
en gardant notre économie
est un pari démesuré.
Un véritable écologiste
doit étudier et faire connaître
la véritable économie
qui libérera les humains.
Faisons de l'écologie
logique
constructive et évolutive.

Albert Chantraine

Appel de Heidelberg

On se souvient du débat qui a opposé, au moment du sommet de la Terre, à Rio, en juin dernier, les écologistes et les scientifiques. Bon nombre de ceux-ci, parmi lesquels beaucoup de Prix Nobel, avaient publié à Heidelberg une motion critiquant l'alarmisme de certains écologistes parce qu'ils n'apportaient aucune preuve scientifique à leurs affirmations. Comme à l'initiative de cette motion il semblait y avoir, par le plus grand des hasards bien sûr, des entreprises de produits pharmaceutiques qui pouvaient craindre que certaines décisions soient prises à Rio, il était si difficile de faire la part de la réalité et des exagérations que nous n'avons pas pris parti. Le récent Prix Nobel français de Physique, G.Charpak, vient de formuler le jugement équitable qui exprime notre propre conclusion. La voici :
«Je suis content que l'on ne m'ait pas demandé de signer ce document parce que j'ai un grand respect pour les écologistes. Ce sont des gens qui se révoltent contre des choses inacceptables : l'agression contre les paysages et les ressources naturelles, tout cela parce qu'il n'y a pas de limites au développement industriel et à la recherche du fric. Cela dit, même si leur révolte est précieuse, les écologistes ont bien souvent été conduits à suivre une idéologie absurde et je pense que notre devoir, à nous scientifiques, c'est de collaborer avec eux».

M-L D.

Conférences-débats

tous les mardis à 18 h.30

"Le nouvel ordre (ou désordre) mondial"

Cycle de conférences
de Michel Beaud

Salle Richelieu
de la Sorbonne
75005 Paris

*

Lundi 15 mars 1993 à 19 h.30

"Etat de droit"
par Guy Marchand

Salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint-Jacques
75005 Paris

Encore une fois, la sixième, au moment de mettre sous presse, nous déplorons de n'avoir toujours pas reçu le texte de l'intervention de
Patrick Viveret
au congrès de BIEN.
Mais Y.Bresson et les organisateurs de ce congrès à Saint-Maur nous ont formellement promis de nous le faire parvenir.
Ce sera sûrement pour cette année.

Le capitalisme dans tous ses éclats

texte, en une brochure de 44 pages,
de la conférence faite par

André Prime

au club "Défense de l'Homme"
le 18 mai dernier (voir notre N° 912)
pour mieux comprendre le
"nouvel ordre mondial"
issu de l'effondrement des pays de l'Est.
Prix : 25F,franco.

bloc-notes

associations et revues

*

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

E D E N
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d'une **E**conomie **N**ouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE
4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

Résistance
à l'agression publicitaire
61,rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES
Sciences/Culture
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

pour son numéro spécial,
Garantir le revenu
fait un prix pour les abonnés de la GR s'adressant au journal :100F, franco.

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Le partage du travail

par René Marlin

Economistes officiels, syndicalistes, journalistes, et à leur suite les hommes politiques viennent de faire une découverte prodigieuse. Les progrès scientifiques et techniques conduiraient, semble-t-il, à une réduction importante du temps de travail. Cette nouveauté sensationnelle s'étale dans tous les médias et tous se demandent si la seule solution possible au problème du chômage, lequel s'obstine à augmenter dans tous les pays industriellement avancés, ne serait pas, après tout, le partage du travail. C'est à qui se déclare le premier à l'avoir proclamé et certains vont même jusqu'à nous expliquer doctement les principes d'une économie qui serait… distributive.

Un tabou est tombé. Enfin semblent penser nos *"experts"* et nos *"spécialistes"* on peut le dire. Car ils craignaient jusqu'ici que cette constatation que Jacques Duboin et ses successeurs font depuis 60 ans, ne les mène vers la même conclusion que nous : il faut mettre fin progressivement au système des *"prix-salaires-profits"*. Beaucoup de bons esprits croient, au contraire, que le régime économique pourra digérer une fois de plus cette pilule amère et qu'il s'en remettra. Nous allons examiner brièvement cette démarche.

Un révolutionnaire

Lors d'une récente émission télévisée (1), Laurent Fabius, premier secrétaire d'un parti qui se dit socialiste, nous a décrit le processus et a tracé une voie qui lui semble *"révolutionnaire"* vers le partage du temps de travail, a-t-il bien précisé. Il s'est déclaré conscient que cette piste est pleine d'embûches étant donné la perception que les Français auraient, parait-il, d'une vie qui ne pourrait être consacrée qu'à un emploi rémunéré à plein temps.

La distinction de base entre les multiples occupations possibles est, nous l'avons déjà écrit, essentielle. Travail salarié, travail bénévole, travail loisir, travail artistique, travail répugnant ou valorisant, travail manuel ou intellectuel, etc. n'ont véritablement en commun que l'utilisation d'un même mot à sens multiples et ne peuvent évidemment pas être traités de la même façon.

Des sondages d'opinion ont montré que les Français sont en majorité prêts à envisager le partage d'une partie de leur emploi et de leur paie afin de contribuer à la décroissance du chômage (2). Mais la question essentielle reste de savoir dans quelles conditions et surtout

Une évolution

La recherche compréhensible d'un meilleur niveau d'existence a amené une bonne partie des travailleurs à la banalisation d'un double, voire d'un triple ou quadruple salaire familial, à des cumuls d'emplois ou d'emploi-retraite et surtout à la généralisation des heures supplémentaires. Certains cadres payés au forfait mensuel se croient obligés de fournir 50 à 60 heures de travail par semaine. La menace du chômage pour tous, y compris pour les diplômés les plus qualifiés, ne fait qu'amplifier d'une part le zèle des travailleurs vis-à-vis du patronat, mais aussi la recherche d'une solution.

Il conviendrait évidemment de commencer par inciter à un abandon des pratiques énoncées au début de ce paragraphe, mais comme elles sont entrées dans les habitudes et qu'elles favorisent l'intérêt du salarié comme de l'employeur (3), l'on voit mal la solution, sans déconnecter complètement la durée du travail et du revenu. Une première étape pourrait consister en une diminution encore plus importante des charges sociales en faveur des entreprises qui adopteraient une telle disposition. La perte de salaire pourrait être compensée au moins pour les salaires les plus bas…

L'étape suivante consisterait à généraliser le travail à temps partiel : mi-temps ou tout autre proportion. Dominique Voynet, porte-parole des Verts, évoquait récemment (4) un seuil de 3,5 à 4 fois le SMIC (5) en-deçà duquel le salaire ne serait pas amputé. Les défenseurs de cette mesure imaginée par Michel Albert sous le nom de prime au travail réduit et reprise par André Gorz et Guy Aznar (6) font remarquer que les sommes nécessaires au complément des bas salaires et à la réduction des charges sociales (7) pourraient être prélevées sur celles consacrées à l'indemnisation des inactifs. Cela suppose, ce qui est vraisemblable, que le nombre des sous-emplois diminuerait. Ce prélèvement pourrait donc être pratiqué aux deux étapes que nous venons de distinguer.

A ce propos, l'on observe que le coût social du chômage est évalué par de nombreux économistes et politiciens à 400 milliards de francs par an : 200 milliards en indemnités directes et 200 autres en coût indirect (compensations diverses, formations, stages, etc.). Nous remarquons donc l'absurdité d'un système qui, au lieu de traiter le chômage, pourrait distribuer directement ces 400 milliards aux trois millions de demandeurs d'emplois. Il reviendrait à chacun de ces derniers plus de 11.000 F/mois ! (même en y ajoutant les 11.621 agents de l'ANPE et les 11.130 agents des Assédic et de l'Unédic (8) devenus eux-mêmes chômeurs…).

Une amélioration

Dans un rapport, publié en 1986, Dominique Taddéi avait déjà évoqué (9) une amélioration au processus de partage. Partant du sous-emploi des machines plus ou moins automatisées, il avait imaginé de combiner le travail à temps partiel, même de nuit ou du week-end,

donc surpayé à l'heure, avec une meilleure utilisation des équipements industriels. L'amortissement plus rapide des équipements devait fournir les sommes nécessaires aux augmentations horaires légales et permettre d'accroitre l'emploi par la constitution, par exemple, d'une troisième équipe en 3x8 heures ou d'équipes de fin de semaine.
Tous ces projets ont déjà fait l'objet d'expériences négociées localement entre les directions et les syndicats. A notre connaissance, l'usine Peugeot de Poissy avait mis en œuvre la solution *"Taddéi"* avec des résultats satisfaisants. Le développement du temps de travail partiel se poursuit : il était déjà de 12 % des salariés en 1989, contre 7 % en 1980. La durée d'utilisation des équipements qui avaient diminué jusqu'en 1982, a augmenté de 0,4 % par an à partir de 1984, puis de 2,2 % en 1989 et de 2,3 % en 1990. Les améliorations de ce genre, comme les autres progrès sociaux, sont freinées par les faiblesses syndicales dues elles-mêmes, en partie, au chômage. La nécessité de régler ces questions par négociations locales ne facilite pas les choses. Les situations concurrentielles très différentes suivant les branches et les localisations ne permettent guère des mesures d'ensemble nationales.

Une adaptation

De nombreuses initiatives s'ajoutent à celles que nous avons déjà citées. Le chômage partiel par fermetures momentanées d'usines se multiplie. Il a triplé en 1991, passant de 2,5 millions de journées indemnisables en 1990 à 7,6 millions selon le ministère du Travail. Il y a, selon la même source, 248.000 préretraités et environ 500.000 contrats Emplois Solidarité, ex. TUC.
Le Conseil national interrégional des Verts a adopté un texte intitulé *"Le partage du travail",* le 9 janvier 1993, sur mandat de son Assemblée Générale (10). Il reprend les éléments que nous venons de développer, en y ajoutant, principalement, la réduction généralisée du temps de travail qui s'inscrit évidemment dans la même perspective mais que nous ne pouvons pas développer ici. Remarquons seulement que, conscients de la *"mondialisation"* de l'économie, le parti écologiste estime que le passage aux 35 heures, puis aux 30 heures lui parait possible dans le cadre européen. *«…Les Allemands travaillent en moyenne 100 heures de moins par an que nous et les principales branches (métallurgie, banques) sont déjà proches des 35 heures. En revanche, la marche ultérieure à 30 heures demandera plus de coordination au niveau européen, d'où notre insistance sur l'espace social européen oublié à Maastricht»* peut-on lire dans ce manifeste.
Les Verts signalent la menace sur les emplois due aux délocalisations des fabrications vers l'Extrême-Orient sans indiquer une parade possible. Ils sont conscients de l'évolution de la société vers un partage du temps de travail qui diminue en raison des progrès techno-scientifiques, mais sont moins convaincus que l'économie capitaliste est, elle-même, en cause, espérant qu'elle pourra être *"encadrée"* et ne voyant pas que le *"productivisme"* qu'ils dénoncent est inhérent au système.

Une transition

Les organismes qui éditent le mensuel *"Partage"* viennent de fonder un *"Mouvement démocratique pour le partage du travail". «… Ce Mouvement regroupe chômeurs et citoyens solidaires qui veulent constituer une groupe de pression et de proposition afin de défendre la citoyennté des chômeurs, le partage du travail et des revenus, la réduction du temps de travail, la création d'un tiers secteur d'activité et l'instauration d'un revenu permettant à chacun de vivre décemment…»*. Au cours d'une réunion de ce Mouvement, le 21 janvier 1993, nous avons eu l'occasion de défendre nos thèses assez largement. Nous nous sommes heurtés aux mêmes illusions que celles des Verts. Nous avons indiqué qu'un tiers secteur d'activité, même si l'on doit en attendre la création de quelques dizaines d'emplois provisoirement utiles aux déshérités, n'était pas à l'échelle du problème du chômage qui touche tous les jours en Europe des centaines, voire des milliers de travailleurs dans les entreprises qui *"dégraissent"*. Enfin, nous avons affirmé que si le partage du temps de travail pouvait constituer une mesure provisoire d'amélioration de la condition des salaires menacés, il ne saurait non plus résoudre, au fond, nos difficultés. Nous avons été contestés lorsque nous avons soutenu que le travail à temps partiel entrainerait une nouvelle diminution du pouvoir d'achat global et ne pourrait qu'accroitre le cycle infernal sous consommation, chômage. Et pourtant il est bien à craindre, en effet, que les entreprises capitalistes en profitent pour embaucher moins que le temps de travail récupéré le permettrait, pour précariser encore plus les emplois et bénéficier seules d'une productivité accrue par la meilleure disponibilité du personnel.
Certains commentateurs continuent à se ridiculiser en prétendant que les entreprises licencient trop et trop vite. L'inénarrable Alain Lebaube constatant dernièrement dans *"Le Monde"* (11) avec sa consœur Caroline Monnot que *« la masse salariale est devenue pour la plupart des entreprises un poste de dépenses secondaire»* (il cite l'exemple de l'équipementier automobile Valéo) (12) ne comprend pas que les gestionnaires continuent à songer, en premier lieu, à débaucher pour conforter leurs bénéfices ou éviter des pertes. C'est que les sociétés capitalistes recherchent tous les moyens possibles de faire des économies y compris celui-là qui parait, ne lui en déplaise, le plus approprié. N'est-il pas plus profitable de faire indemniser des chômeurs par la collectivité que de payer des travailleurs inutiles ?
Ce sont les mêmes inepties que profère Philippe Séguin lorsqu'il s'étonne de la suppression des poinçonneurs de métro ou Martine Aubry qui croit encore que la finalité du système économique est de créer des emplois ou, au moins, de les maintenir plutôt que de produire avec profit. Même les sociétés publiques sont obligées de se plier à cette règle. Leurs responsables en vue d'être

Travail partagé ?

par Henri Muller

Que des dirigeants, des hauts cadres fastueusement rémunérés, soient invités à faire abandon d'une part de leur salaire afin de faciliter de nouvelles embauches, une telle disposition apparaitrait plus équitable que d'amputer celui des personnels appelés à partager leur travail. Le partage du travail impliquant le partage des revenus, mieux vaudrait partager les très hauts revenus plutôt que de plonger dans la gêne d'innombrables ménages endettés vivotanat sur un double salaire, astreints à se priver encore davantage au nom d'une solidarité pourtant récusée par une économie de marché férue d'individualisme, visant le gain maximum.

C'est, en effet, pour préserver l'essentiel du profit que les entreprises se montrent tellement frileuses en matière d'embauche, boudant l'apprentissage à leurs frais, cherchant à rogner les paies, se *"délocalisant"* dans les pays à bas salaires.

Sans doute, pourrait-on commencer par élaguer du côté des somptueuses rémunérations que s'octroient les administrateurs et les PDG des grandes sociétés, les vedettes du cinéma, de la chanson, du spectacle, du show business, de la radio et de la télévision, les publicitaires, en faire de même à l'égard des possesseurs de yachts, de résidences de rêve, de voitures haut-de-gamme qui étalent leur fortune acquise souvent par le jeu, la spéculation boursière, immobilière, foncière, l'escroquerie, la drogue, taxer le commerce de luxe, la joaillerie, la grande bouffe, copier la fiscalité suédoise à défaut de tout socialiser et d'affecter les profits étatisés à la relance de l'emploi.

Mais l'emploi pour faire quoi ? N'est-il pas profondément aberrant d'occuper les gens coûte que coûte à faire n'importe quoi à seule fin de se procurer un revenu, alors que les machines ont été justement conçues pour alléger la tâche des hommes, accroître son loisir, son temps de vraie liberté ?

La clé qui permettrait d'ouvrir cette *"septième porte"* est pourtant connue de longue date : la substitution à notre encombrante monnaie perpétuellement en mouvement, d'une monnaie de consommation gagée, en gros, par la production au sens le plus large, un outil apte à dissocier le revenu de la durée de l'emploi, nous libérant du profit, de ses exigences.

Mais notre monde semble être devenu vraiment trop stupide pour se sortir de l'imbécillité des *"idées reçues"*, pour s'ouvrir à des changements économiquement et monétairement révolutionnaires assurant sa pleine sécurité. A défaut de le faire sous l'empire des nécessités, le recours au forceps hâterait sa délivrance.

(suite de la page précédente)

considérés comme de bons manageurs, sont tenus d'équilibrer leurs budgets, c'est-à-dire de faire des bénéfices pour compenser les pertes précédentes ou pour rendre possible… une future privatisation.

Il faudrait admettre que la production n'est plus proportionnelle au temps de travail passé. Il en résulte la nécessité de ne plus lier pouvoir d'achat du salarié et temps de travail. Afin d'absorber une production qui augmente, même légèrement, il est nécessaire d'accroitre les moyens d'achats globaux et non de les baisser. Mais c'est impossible en régime capitaliste, ce serait aller vers l'économie distributive…et ,non pas, sa caricature.

(1) "*La Marche du siècle"* , FR3, 20/1/93. Pierre Bérégovoy, premier ministre, a également évoqué le partage du travail dans l'*"Heure de Vérité"* , FR2, 17/1/93.

(2) Voir notamment *"Le Nouvel Observateur"* du 21 janvier 93.

(3) En raison du fait que les charges sociales de l'entreprise sont en partie fixes par travailleur.

(4) *"L'Heure de Vérité",* FR2, 3/1/93.

(5) Taux horaire actuel du SMIC : 34,06 F, soit 5.756,14 F/mois de 169 heures ou 39 h/semaine.

(6) Président des Amis de la Terre et du Collectif de recherche sur le partage du travail. Voir *"Le Monde"* du 11/2/93.

(7) En réalité cette réduction a déjà été amorcée. Elle est de 30 % pour les contrats à mi-temps, de durée déterminée.

(8) Effectifs selon le Quid en 1988.

(9) D. Taddéi *"Des machines et des hommes pour l'emploi par une meilleure utilisation des équipements"* La Documentation française. 1986.

(10) *"Tribune des Verts"* , Janvier 93.

(11) *"Pourquoi les entreprises licencient" "Le Monde"* 19/1/93.

(12) La proportion masse salariale/autres dépenses varie évidemment suivant la nature de l'entreprise et notamment l'importance de la sous-traitance.

Souscription permanente
Pour que vive la Grande Relève

M. Gamet 80 - R. Lanchon 80 - W. Lainard 80 - R. Carpentier 50 - Mme Lahens 300 - Melle Rousseau 30 - G. Soilly 80 - Mme Laudrain 55 - F. Marsicano 30 - R. Saillard 130 - A. Moreau 30 - Mme Frete 95 - R. Jacobs 30 - M. Rajain 80 - G. Houdan 30 - M. Coty 180 - G. Finck 100 - J. Delafontaine 30 - M. Péron 80 - G. Carle 130 - Anonyme 11.857,68 - Melle Renon 30 - R. Brusseau 25 - Descrambes 130- J. Palud 100 - Trigaud 80 - R. Béné 105 - J-P. Bardez 80 - C. Logre 180 - Mme Bouchard 280 - M. Fin 30.

Total : 14.597,68 F.

Merci à tous.

J'ai 88 ans, je me sens cependant assez lucide pour constater le progrès des idées de Duboin dans la masse et je m'en réjouis pour les générations à venir.

Mme C, Montigné sur Loire

* * * .

*A*propos du PS : *Ils voulaient changer la vie, ils ont changé d'avis laissant se creuser les inégalités…*

Le couperet va tomber, mais au delà de cette prochaine réalité devons-nous être sanctionnés de telle manière que nous allons revoir les "tristes sires" d'avant ?

Amis distributistes, prenez la parole et faites connaitre partout vos idées, l'heure de la résistance a sonné.

C.L. , Margency

* * *

Voilà sept mois que je suis abonné à la Grande Relève, je l'apprécie beaucoup, ses articles sont pleins de bon sens.

Comment nos dirigeants et ceux des autres pays ne comprennent-ils pas que ce qui est écrit dans ces pages est vrai et que c'est le seul moyen de le sortir de la misère, de la délinquance, de la guerre et de l'exploitation de l'homme par l'homme, le seul moyen de rééquilibrer ce monde où nous vivons ?

Comment les gros brasseurs d'affaires et d'argent ne comprennent-ils pas que tout ce qu'ils font pour garder un monopole financier important peut tôt ou tard se retourner contre eux et déclencher des mouvements populaires incontrôlables ? Si un système nouveau comme celui que vous préconisez n'est pas rapidement et peu à peu mis en œuvre sur la planète entière, nous allons finir par assister à des révolutions un peu partout dans le monde, pires que la révolution française avec sa terreur dont la cause avait été le refus par la noblesse de modifier le système alors en vigueur.

Les causes et les idées que vous défendez sont les mêmes que les miennes depuis déjà une vingtaine d'années et je regrette simplement de ne pas avoir connu plus vite votre journal et votre mouvement distributiste qui est l'application de ce que je pense, je savais bien qu'il devait exister un moyen de changer les choses.

Choqué à mon retour d'Algérie, j'ai, à cette époque, commencé à chercher pour comprendre comment des hommes, à travers des guerres, pouvaient commettre tant d'atrocités et créer tant de misères, même en temps de paix, alors que l'abondance peut régner pour tous sur la planète entière. Combien de fois n'ai-je pas dit à mes amis et camarades de travail qu'il serait nécessaire de changer les systèmes existants si l'humanité voulait continuer à évoluer convenablement et dans la bonne diirection.

… Aujourd'hui beaucoup de mes amis, qui se moquaient gentiment de moi, ne rient plus, mais alors plus du tout, car ce que je leur disais, il y a dix ou vingt ans, est encore plus vrai en 1993.

Pas une seule journée ne se passe sans que les journaux annoncent de nouveaux méfaits de la pollution, de la guerre, de la famine, de la politique mal pratiquée, des catastrophes naturelles, des licenciements, etc. Beaucoup me demandent, surtout depuis 1981, date du retour au pouvoir en France de la gauche, où ils ont tant espéré pour les uns, tant eu peur pour les autres, si cela changera un jour, je leur ai souvent dit que cela était possible si les hommes changeaient également leurs objectifs, je vais pouvoir leur répondre sur leur terrain. Il m'est réconfortant de rejoindre des hommes et des femmes qui ont pris conscience de la grande nécessité de changer un système mondial qui ne peut plus amener que misère, souffrance et désolation dans le monde.

… J'ai bien souvent dit autour de moi qu'il ne fallait pas être sorti de Saint-Cyr ou l'ENA pour comprendre. Il suffit de lire tous azimuts, toutes les données sont là aujourd'hui dans nos librairies et nos bibliothèques municipales et de se servir de ses méninges.

G.T., Cambrai

* * *

Néanmoins les idées font leur chemin, le mot "partage du travail" doit être employé le plus souvent possible pour imprégner les esprits. Le travail partiel en est une approche car s'il devient très répandu, des revendications en augmenteront le salaire et il deviendra un jour le travail normal. D'ailleurs il existe déjà (administrations, municipalités, etc) du travail à mi-temps payé à 80 %.

Je me rappelle les vitupérations des patrons en 1930, ils devaient tous faire faillite avec les congés payés, la semaine de 40 heures, etc. Or jamais, la France entière, eux compris, n'avait été aussi heureuse que ces années et, sans l'invasion hitlérienne, cela aurait continué.

J.T., Savigny-sur-Orge

* * *

Dans votre publication, j'ai lu avec un intérêt particulier les articles de A. Prime et de Pinoche, le premier parlant du traité de Maastricht et du référendum français du 20 septembre 1992 survenant, remarque votre journaliste, 200 ans après la victoire de Valmy et, à deux jours près, de la proclamation de la première République française, enfin officialisée moyennant trois années et deux mois de luttes contre l'ancien régime, ses injustices et exactions sans nombre. L'article de Pinoche parlant, lui, du génocide du Tiers ou Quart-Monde, comme on voudra.

…Malheureusement, si les Nations Unies ont repris à leur compte la déclaration des Droits de l'Homme, elles ont négligé d'adopter sa laïcité qui doit logiquement accompagner la déclaration, ce qui se comprend aisément si l'on veut bien se souvenir que les principaux Occidentaux, à part la France, sont officiellement dirigés par des hommes d'Etat de confession judéo-chrétienne et le premier d'entre eux, le plus puissant du monde, les Etats-Unis…est dirigé par un exécutif ayant à sa tête un Président prêtant serment sur la bible, c'est-à-dire sur Dieu. Tant qu'il en sera ainsi, chers Amis Distributistes, vous n'avez aucune

chance de voir un semblant de laïcité (laïcité est un synonyme de justice, d'équité et d'égalité des chances). Or le système distributiste implique justement tout cela et ne figure pas que je sache dans les programmes de l'Eglise catholique, encore moins dans la bible de Reagan, Bush ou Clinton.

Allons, Amis Distributistes, ne mettez pas la charrue avant les bœufs; avant de réclamer le libre accès de tous à un revenu garanti par la richesse commune équitablement répartie, faites bannir réellement toute discrimination racio-religieuse partout présente actuellement dans le monde, du coup vous obtiendrez, non seulement l'équité et la justice économique, mais aussi ce bien précieux dont vous parlez peu : la paix, sans laquelle rien n'est possible.

... L'article de R. Marlin sur les automobiles, qui touche directement l'ancien ingénieur de l'Equipement que je fus pendant 40 ans. relève à merveille toutes les contradictions de l'Etat et des administrations chargées du réseau routier et autoroutier français, ainsi que des usagers et des lobbies de l'automobile, mais il omet deux faits fondamentaux, le premier relatif au véritable hold-up des automobilistes sur le domaine public routier, chaque utilisateur s'appropriant illégalement de 20 à 60 m2 du domaine public routier (national, départemental ou communal, peu importe), réputé imprescriptible et inaliénable, pour garer son véhicule sur la voie publique, 24 heures sur 24 ; ma seconde observation est que R. Marlin ne parle à aucun moment du trafic marchandises des poids lourds qui se sont approprié à bon compte l'utilisation du domaine public routier français pour exercer leur profession de transporteurs, puisque cette utilisation est en règle générale gratuite, autoroutes exceptées dans certains cas bien déterminés concernant certaines autoroutes et ouvrages d'art spéciaux (ponts, tunnels, ou autres ouvrages analogues).

... Tout cela pour vous dire que l'idéal politique est bien difficile à réaliser dans notre société dite d'économie de marché, ou plus simplement libérale, imputable entièrement, j'insiste là-dessus, à la civilisation judéo-chrétienne.

J.M., Oullins

Réponse : Merci à ce lecteur de toutes ses appréciations et de ses commentaires trop longs pour être reproduits ici in extenso.

Nous sommes bien d'accord sur la laïcité. Au-delà, il y a des publications spécialisées sur l'athéisme, l'anticléricalisme et la libre pensée. Il y a aussi des revues et des associations pacifistes amies, ce qui ne nous dispense pas de dénoncer très souvent les fabrications et le commerce des armements.

Enfin l'article sur les automobiles n'était consacré qu'au transport des personnes. Nous reviendrons une autre fois sur le transport des marchandises et sur l'occupation abusive du domaine public routier par les transporteurs privés. R.M.

* * *

élections...

La *Libre Pensée* vous prie d'informer vos lecteurs qu'elle a décidé de demander à chaque candidat aux législatives de prendre solennellement l'engagement de déposer sur le bureau de l'Assemblée, en priorité, un projet de loi abrogeant les lois anti-laïques:

«*supprimant tout concours financier de l'Etat à l'enseignement confessionnel et transférant progressivement les fonds rendus ainsi disponibles au budget de l'Education Nationale pour le recrutement d'enseignants de l' Ecole publique et l'entretien ou la construction de nouvelles écoles*».

P.D., Drancy

* * *

M. Castagliola, lecteur de Versailles est scandalisé de voir que 3 millions de personnes (un milliard de journées chômées par an) en France, parce qu'elles sont au chômage, sont réduites à l'inutilité. En substance, il explique que puisque la société actuelle est incapable de maitriser son avenir, elle doit mettre à profit cette masse d'expérience et de disponibilité en lui donnant une raison sociale : réfléchir, sans pression de temps ou de hiérarchie, penser l'éthique, les finalités à long terme.«Le chômage a du bon, il laisse le temps de penser» disait Teilhard de Chardin. Ceux qui travaillent sont trop occupés à persuader les autres d'acheter! Comment mettre ces ateliers sur pied? Les chômeurs sont-ils prêts? questionne ce lecteur.

Notre réponse : le **contrat civique** en reconnaissant leur utilité sociale, permettrait la mise sur pied de tels ateliers de réflexion. Dans les conditions actuelles, c'est aux chômeurs de répondre. M-L D.

* * *

J'ai mis au point une méthode de fabrication concernant la fonderie dite à la cire perdue, cela m'a été possible par la venue de matériaux nouveaux.

Je voudrais bien terminer ma vie en créant bénévolement quelques emplois sous une forme communautaire... Il faudrait fonder plusieurs points de vente pour y déposer des stocks et c'est pourquoi je pense communauté...Je propose de créer des séries de bibelots intéressant les collectionneurs qui sont très nombreux, ces séries concerneraient uniquement des gens ayant sacrifié leur vie pour la paix ou travaillé au mieux-être de la société, leur nombre en est très grand, c'est pourquoi je parle d'essaimage de la communauté.

L. Janelle, 77131 Touquin, tél. 64 04 18 19

* * *

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

**** un livre plein d'humour :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco)..

**** une brochure à faire lire :***

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F l'une, franco)

◊ *Pour votre réflexion personnelle, un roman :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

une brochure reproduisant dans le style de la conversation les textes de deux conférences d'André PRIME :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN
et
LE CAPITALISME DANS TOUS SES ÉCLATS

(36 pages, 20 F, franco, la première ; 44 pages, 25 F, franco, la seconde),

une ***cassette audio*** reproduisant la première de ces conférences, pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◊ *Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris